COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 08 au 14 octobre 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Femmes entrepreneurs.....3

- **Comité de pilotage de la plateforme régionale Entreprendre au féminin océan Indien**
- **Ginette Villeneuve Anaudin nommée nouvelle présidente d'EFOI**
- **EFOI : Une Mauricienne à la barre**
- **Entreprendre au Féminin-Océan Indien-Madagascar passe la Présidence à Maurice**
- **Les femmes entrepreneures de l'Océan indien réunies à Rodrigues**
- **Comité de pilotage de l'EFOI : Seules nous sommes invisibles, ensemble nous sommes invincibles**

Coopération.....12

- **La coopération réunion- Maurice renforcée**

Tourisme.....13

- **Abu Dhabi Airports Company and Seychelles government: New accord signed to redevelop Seychelles airport**
- **Les bons résultats de la croisière**

Sécurité Maritime 16

- **Un sommet sur la sécurité maritime à Lomé : Vers une charte contraignante ?**

Développement durable.....18

- **La Coi présente le développement durable aux plus jeunes**

Agriculture.....19

- **Le ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, Mahen Seruttun : <Le Mode de production Agricole Doit Changer**

Pêche.....21

- **RODRIGUES—Réouverture dans la liesse de la saison de pêche à l'ourite**
- **Réouverture de la saion de l'ourite : Peche : une meilleure réglementation**
- **Réouverture de la pêche à l'ourite à Rodrigues**

Culture.....26

- **FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE : L'UE renouvelle son soutien financier à Île Courts**

Environnement.....29

Femmes entrepreneurs

kozé Rodrlguais



Maurice Info
www.maurice-info.mu

Comité de pilotage de la plateforme régionale Entreprendre au féminin océan Indien

À l'issue de deux jours d'ateliers, le comité de pilotage de la plateforme Entreprendre au féminin océan Indien (EFOI), réseau régional regroupant des associations de femmes entrepreneurs de l'Union des Comores, de La Réunion, de Madagascar, de Maurice, de Rodrigues et des Seychelles qui bénéficie du soutien de la Commission de l'océan Indien (COI), de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Union européenne, s'est clôturé le 5 octobre 2016 à l'île Rodrigues.



Comité de pilotage de la EFOI

Organisé à l'invitation de l'antenne locale EFOI Espace Rodrigues et réunissant des représentantes des associations de chaque pays membre, en présence de Mme Koulthoum Djamadar, chargée de mission de la Commission de l'océan Indien en charge du Genre, ce comité de pilotage a permis de réaliser un bilan des actions réalisées par les antennes nationales de l'EFOI au cours des deux dernières années, et de discuter des plans d'action de chacune pour les années à venir.

Une passation de pouvoirs s'est également déroulée durant cette septième réunion régionale de l'association, entre la présidente sortante malgache Sylvia Pagès et la nouvelle présidente mauricienne Ginette Villeneuve Anaudin.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le 3 octobre, la ministre mauricienne de l'Égalité du genre, du Développement de l'enfant et du Bien-être de la famille, S.E. Mme Marie-Joyce Marie-Aurore Perraud, a noté que « cette passation de pouvoirs entre Madagascar et Maurice [était] d'autant plus symbolique que l'idée de créer ce réseau régional des femmes entrepreneurs est née à Rodrigues en 2007 ». Elle a d'ailleurs profité de la présence de l'adjointe du Chef Commissaire de l'Assemblée régionale de Rodrigues, Mme Franchette Gaspard Pierre-Louis, pour lancer le principe d'une fédération des femmes entrepreneurs de Maurice et de Rodrigues, « afin, d'une part, de rehausser nos capacités et d'autre part, pour mieux développer et exploiter nos compétences sur le marché mondial. »

Affirmant que la femme rodriguaise est « une battante, qui n'a pas froid aux yeux », très engagée pour l'environnement, l'écologie, comme au niveau social, Mme Franchette Gaspard Pierre-Louis a souligné que les Rodriguaises sont également très impliquées au niveau économique, puisque 70% des PME (petites et moyennes entreprises) sont dirigées par des femmes.

Mme Koulthoum Djamadar a quant à elle rappelé que l'intensification des échanges économiques inter-îles et le renforcement de la contribution des femmes entrepreneurs à la sécurité alimentaire de la région était un chantier prioritaire de la COI. « La stratégie de la COI a pour ambition de soutenir les initiatives nationales et régionales contribuant à l'autonomisation et à l'épanouissement des femmes. Il s'agit de lutter contre la précarité, contre les violences, en ligne avec les objectifs du développement durable des Nations unies. »

« C'est vers l'affirmation et la consolidation d'un leadership féminin régional dans la sphère économique que nous tendons. Pour ce faire, nous mobilisons nos partenaires au développement, nous appuyons la mise en réseau des femmes entrepreneurs de l'océan Indien, nous soutenons le renforcement des capacités des femmes », a-t-elle ajouté, en renouvelant ses remerciements à l'égard de la Banque africaine de développement qui finance actuellement le projet multisectoriel d'assistance technique et de renforcement des capacités en genre.

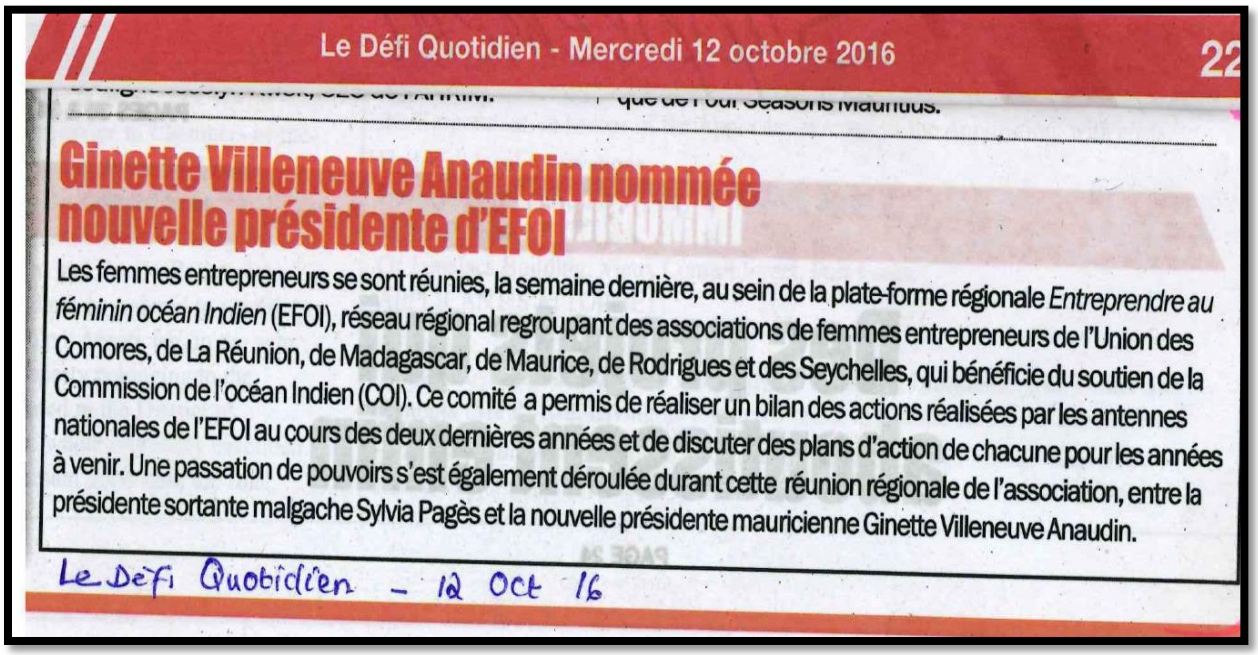
La plateforme EFOI régionale a en effet pour mission de faciliter le transfert de savoir-faire et de bonnes pratiques entre les membres et de

renforcer la sensibilisation et l'implication des décideurs politiques des pays membres en faveur de l'entrepreneuriat des femmes des îles de l'Indianocéanie.
Outre les questions de structuration, de pérennisation et d'augmentation de la visibilité d'EFOI, notamment grâce au site internet www.efoi.biz et à l'organisation d'événementiels tels que le EFOI Award et le salon « Made in Femmes », le renforcement des capacités au moyen de formations ciblées et la mise en œuvre de projets générateurs de revenus étaient au cœur des travaux de ce comité de pilotage, qui s'est clôturé par l'adoption d'un plan d'action régional et la validation du programme de travail pour 2017.
Avec la devise « seules nous sommes invisibles, ensemble nous sommes invincibles », ces femmes entrepreneurs réunies au sein de la plateforme régionale EFOI sont conscientes d'être de réelles forces motrices pour l'économie des Etats membres de la COI.



http://www.maurice-info.mu/comite-de-pilotage-de-plateforme-regionale-entreprendre-feminin-ocean-indien.html

Le Défi QUOTIDIEN



Le Défi Quotidien - Mercredi 12 octobre 2016 22

Ginette Villeneuve Anaudin nommée nouvelle présidente d'EFOI

Les femmes entrepreneurs se sont réunies, la semaine dernière, au sein de la plate-forme régionale *Entreprendre au féminin océan Indien* (EFOI), réseau régional regroupant des associations de femmes entrepreneurs de l'Union des Comores, de La Réunion, de Madagascar, de Maurice, de Rodrigues et des Seychelles, qui bénéficie du soutien de la Commission de l'océan Indien (COI). Ce comité a permis de réaliser un bilan des actions réalisées par les antennes nationales de l'EFOI au cours des deux dernières années et de discuter des plans d'action de chacune pour les années à venir. Une passation de pouvoirs s'est également déroulée durant cette réunion régionale de l'association, entre la présidente sortante malgache Sylvia Pagès et la nouvelle présidente mauricienne Ginette Villeneuve Anaudin.

Le Défi Quotidien - 12 Oct 16

BUSINESS MAGAZINE

N° 1256 du 12 au 18 Oct 2016.

EFOI : UNE MAURICIENNE À LA BARRE

La Mauricienne Ginette Villeneuve Anaudin est la nouvelle présidente de la plateforme *Entreprendre au féminin océan Indien* (EFOI), réseau régional regroupant des associations de femmes entrepreneurs de l'Union des Comores, de La Réunion, de Madagascar, de Maurice, de Rodrigues et des Seychelles. Elle succède à la Malgache Sylvia Pagès. Cette nomination a été avalisée à la suite de la réunion d'un comité de pilotage de la plateforme la semaine dernière à Rodrigues. À noter que l'EFOI bénéficie du soutien de la Commission de l'océan Indien (COI), de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Union européenne.

madagascar matin

Entreprendre au Féminin-Océan Indien-Madagascar passe la Présidence à Maurice

10 OCTOBRE 2016



À l'issue de deux jours d'ateliers, le comité de pilotage de la plateforme « *Entreprendre au féminin* » océan Indien (Efoi), réseau régional regroupant des associations de femmes entrepreneurs de l'Union des Comores, de La Réunion, de Madagascar, de l'Île Maurice, de Rodrigues et des Seychelles qui bénéficie du soutien de la Commission de l'Océan Indien (Coi), de la Banque africaine de développement (Bad) et de l'Union européenne, s'est clôturé le 5 octobre 2016 à l'île Rodrigues. Organisé à l'invitation de l'antenne locale Efoi Espace Rodrigues et réunissant des représentantes des associations de chaque pays membre, en présence de Koulthoum Djamadar, chargée de mission de la Commission de l'océan Indien en charge du Genre, ce comité de pilotage a permis de réaliser un bilan des actions réalisées par les antennes nationales de l'Efoi au cours des deux dernières années, et de discuter des plans d'action de chacune

pour les années à venir. Une passation de pouvoir s'est également déroulée durant cette septième réunion régionale de l'association, entre la présidente sortante malgache Sylvia Pages et la nouvelle présidente mauricienne Ginette Villeneuve Anaudin. Les Rodriguaises sont également très impliquées au niveau économique puisque 70% des Pme (petites et moyennes entreprises) sont dirigées par des femmes.
Koulthoum Djamadar, chargée de mission de la Commission de l'océan Indien en charge du Genre, a rappelé que l'intensification des échanges économiques inter-îles et le renforcement de la contribution des femmes entrepreneurs à la sécurité alimentaire de la région, était un chantier prioritaire de la Coi. « *La stratégie de la Coi a pour ambition de soutenir les initiatives nationales et régionales contribuant à l'autonomisation et à l'épanouissement des femmes. Il s'agit de lutter contre la précarité, contre les violences, en ligne avec les objectifs du développement durable des Nations unies*». « *C'est vers l'affirmation et la consolidation d'un leadership féminin régional dans la sphère économique que nous tendons. Pour ce faire, nous mobilisons nos partenaires pour le développement, nous appuyons la mise en réseau des femmes entrepreneurs de l'océan Indien, nous soutenons le renforcement des capacités des femmes* », a-t-elle ajouté. La plateforme Efoi régionale a en effet pour mission de faciliter le transfert de savoir-faire et de bonnes pratiques entre les membres et de renforcer la sensibilisation et l'implication des décideurs politiques des pays membres en faveur de l'entrepreneuriat des femmes des îles de l'Indianocéanie. Outre les questions de structuration, de pérennisation et d'augmentation de la visibilité d'Efoi, notamment grâce au site internet www.efoi.biz et à l'organisation d'événementiels tels que le Efoi Award et le salon « *Made in Femmes* », le renforcement des capacités au moyen de formations ciblées et la mise en œuvre de projets générateurs de revenus étaient au cœur des travaux de ce comité de pilotage, qui s'est clôturé par l'adoption d'un plan d'action régional et la validation du programme de travail pour 2017. Avec la devise « *seules nous sommes invisibles, ensemble nous sommes invincibles* », ces femmes entrepreneurs réunies au sein de la plateforme régionale Efoi sont conscientes d'être de réelles forces motrices pour l'économie des Etats membres de la Coi.
Recueillis par FR
http://madagascarmatin.legtux.org/?p=12948

La Vérité

Entreprendre au féminin océan Indien - Ginette Villeneuve Anaudin, nouvelle présidente

07 octobre 2016



Le comité de pilotage de la plateforme Entreprendre au féminin océan indien (Efoi), soutenu par la Commission de l'océan Indien (Coi), l'Union européenne (Ue) et la Banque africaine de développement (Bad), a organisé un atelier de deux jours à l'île Rodrigues, Maurice.

Organisé à l'invitation de l'antenne locale Efoi Espace Rodrigues et réunissant des représentantes des associations de chaque pays membre, cet atelier était une occasion de dresser un bilan des actions réalisées par les antennes nationales de l'Efoi au cours des deux dernières années, et de discuter des plans d'action pour les années à venir.
La septième réunion régionale de l'association était également une occasion pour la passation de pouvoir entre la présidente sortante malgache Sylvia Pagès et la nouvelle présidente mauricienne Ginette Villeneuve Anaudin.
La ministre mauricienne de l'Egalité du genre, du Développement de l'enfant et du Bien-être de la famille, Marie-Joyce Marie-Aurore Perraud, a affirmé : « La passation de pouvoir entre Madagascar et Maurice est symbolique, d'autant plus que l'idée de créer ce réseau régional des femmes entrepreneurs est née à Rodrigues en 2007 ». Un appel a été lancé quant à la création d'une fédération des femmes entrepreneurs de Maurice et de Rodrigues pour développer et exploiter les compétences, et être plus compétitives sur le marché international. A Rodrigues par exemple, près de 70 % des petites et moyennes entreprises sont dirigées par des femmes.
L'intensification des échanges économiques inter-îles et le renforcement de la contribution des femmes entrepreneurs à la sécurité alimentaire de la région constituent un chantier prioritaire de la Coi.
Le site Internet « www.efoi.biz », l'organisation d'événementiels comme « Efoi award », le salon « Made in Femmes », le renforcement des capacités au moyen de formations ciblées et la mise en œuvre de projets générateurs de revenus permettront d'augmenter la visibilité de la plateforme.
D.H.R.
http://www.laverite.mg/economie/item/2434-entreprendre-au-f%C3%A9minin-oc%C3%A9an-indien-ginette-villeneuve-anaudin,-nouvelle-pr%C3%A9sidente.html

clicactus

Les femmes entrepreneures de l'Océan indien réunies à Rodrigues

Lundi 10 octobre 2016

- 

Photo : EFOI

EFTICOI (Entreprendre au féminin, Technologies, Information, Communication, Océan Indien) association de coopération inter îles pour les femmes entrepreneures de l'océan Indien a participé aux travaux du 7ème Comité de Pilotage de Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI) les 4 et 5 octobre 2016 à Rodrigues.

La délégation de la Réunion était composée de Sarah Brotelle, Docteur en droit, vice-présidente EFTICOI et de Marianne Orsini Bosson, Austral Concept, présidente de EFTICOI, également mandatée pour représenter l'Association des Femmes Entrepreneures de la Réunion (AFER).

Après un accueil très chaleureux sur place, les membres du comité de pilotage ont été reçus avec un mot de bienvenue de Marlainza Bozelle, présidente de EFOI Espace Rodrigues, suivi du discours de Sylvia Pagès, présidente de Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI), de l'intervention de Koulthoum Djamadar, chargée de mission représentante du Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien (COI) et de Mme M.A.M.J Perraud, ministre de l'égalité du genre, développement de l'enfant et bien-être de la famille.

R.M.Franchette Gaspard Pierre Louis, CSK, adjointe au chef commissaire de la Femme de Rodrigues a été chargée de l'ouverture des travaux de ce 7ème comité de pilotage.

A cette occasion, les rapports d'activité des plateformes nationales membres de EFOI, les plan d'actions et les échanges inter îles ont été présentés et examinés. Concernant la Réunion, l'association EFTICOI continuera d'apporter son expertise notamment pour la gestion des portails Internet et l'organisation de la 2ème édition du salon « Made in Femmes », elle propose également de piloter une commission internationale « Entreprenariat Féminin Indianocéanique et Développement Durable ».

Enfin ce 7ème Comité de Pilotage a permis d'élire la nouvelle présidente du réseau régional EFOI en la personne de Ginette Villeneuve Anaudin de Maurice qui s'entoure de son équipe composée de Naïla Abbas des Comores, vice présidente et de Medgée Nanette de Rodrigues, secrétaire générale.

Les nombreuses résolutions adoptées lors de ce Comité de Pilotage régional visent à une gouvernance renforcée et une mise en puissance des projets composant les plans d'action des plateformes nationales.

http://actus.clicanoo.re/article/soci%C3%A9t%C3%A9/1411682-les-femmes-entrepreneures-de-loc%C3%A9an-indien-r%C3%A9unies-%C3%A0-rodrigues#.V_xriOCLSUk



Comité de pilotage de l'EFOI

Seules nous sommes invisibles, ensemble nous sommes invincibles

A l'issue de deux jours d'ateliers, le comité de pilotage de la plateforme Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI), réseau régional regroupant des associations de femmes entrepreneurs de l'Océan Indien, s'est clôturé le 5 octobre 2016 à l'île Rodrigues. Ce comité de pilotage a permis de réaliser un bilan des actions réalisées par les antennes nationales de

l'EFOI au cours des deux dernières années, et de discuter des plans d'actions de chacune pour les années à venir.

http://www.tresorpublic.mg/?revue-de-presse=comite-de-pilotage-de-lefoi

Coopération

BUSINESS MAGAZINE

N° 1256 du 12 au 18 Oct 2016.



LA COOPÉRATION RÉUNION-MAURICE RENFORCÉE

Maurice a signé mardi une convention-cadre avec La Réunion pour la mise en œuvre de projets de coopération communs dans le cadre du programme INTERREG V océan Indien 2014 – 2020, lequel opère sous le Fonds européen de développement régional (FEDER). À la tête d'une délégation mauricienne qui s'est rendue à La Réunion pour l'occasion, le ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo, s'est réjoui de ce développement qui promet une collaboration étroite entre les deux îles dans les domaines de l'agriculture raisonnée, des énergies renouvelables, de la formation professionnelle technique et en termes d'appui au décollage économique de Rodrigues, entre autres.

Tourisme

Seychelles NATION

Les bons résultats de la croisière

08-October-2016



A quelques jours du démarrage de la nouvelle saison des croisières, Xavier-Luc Duval, Premier Ministre adjoint, Ministre du tourisme de l'île Maurice et président des îles vanille, a fait un point d'étape en présence d'Alain St Ange, le Ministre du Tourisme des Seychelles, de Kevin Ramkaloan, le Directeur de la Mauritius Tourism Promotion Authority, et de Pascal Viroleau, le Directeur de l'association des îles Vanille.

Les arrivées sont passées de 14 000 croisiéristes pour la saison 2014/2015 à 29 000 pour la saison 2015/2016, ce qui représente une augmentation de 100% !

Les prévisions pour la nouvelle saison sont d'ores et déjà très encourageantes.

Les îles recevront de très nombreuses visites de navires de croisières, au premier rang desquels le Costa NeoRomantica, avec ses 12 rotations, fait figure de leader.

Nous enregistrerons également les escales de plus d'une douzaine de navires différents : MS AMADEA, MS ARTANIA, MS ASTOR, MS EUROPA, MS EUROPA 2, MV ISLAND SKY, MSC SINFONIA (2 rotations), OCEAN DREAM (Peace Boat), QUEEN ELIZABETH, QUEEN MARY, SILVER DISCOVERER, VOYAGER et WORLD ODYSSEY.

Les compagnies Fred Olsen et Aida ont programmé des navires pour la saison 2017/2018, ce qui laisse augurer d'un maintien à moyen terme de la croissance du secteur.

« Les îles vanille négocient avec de nouvelles compagnies et nous annoncerons de nouvelles arrivées dans les mois qui viennent », a déclaré Xavier-Luc Duval.

Les Iles Vanille sont un regroupement de promotion des îles de l'océan indien Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, La Réunion et les Seychelles.

http://www.vanilla-islands.org

http://nation.sc/article.html?id=251358

Abu Dhabi Airports Company and Seychelles government:New accord signed to redevelop Seychelles airport



12-October-2016

As Seychelles grows in popularity as a holiday destination, the Abu Dhabi Airports Company has agreed to work closely with the government of Seychelles on the redevelopment of its international airport at Pointe Larue.

This follows the signing of a memorandum of understanding (MoU) yesterday between Foreign Affairs and Transport Minister Joël Morgan and Ali Majed Al Mansoori, chairman of Abu Dhabi Airports.

The MoU further strengthens the ties between the governments of Abu Dhabi and Seychelles.

H.E Ali Majed Al Mansoori, commented: "Abu Dhabi Airports is delighted to be able to work closely with the government of Seychelles on the redevelopment of their international airport. As the Seychelles grows in popularity as a holiday destination for UAE tourists and visitors from around the world, the need to keep up with the demands and expectations of the travel market has never been more important. Our aim is to help deliver an updated passenger terminal operating to the highest international standards."

He added: "This MoU enhances our growing international reputation as a world-class airport operator, driving us further towards our vision of becoming the world's leading airports group. We look forward to the benefits that this agreement will bring to both countries."

As for Minister Morgan he said: "It is a pleasure for me this day to sign this memorandum of understanding between the Seychelles Ministry of Foreign Affairs and Transport and the Abu Dhabi Airports Company (ADAC) confirming an interest by both parties to enter into talks discussing the future and way forward of our airport operations at the Seychelles International Airport."

"Discerning travellers, who include our very own citizens, are demanding more for their travel experience, which for all starts at our airport. Seychelles International Airport has the potential to deliver much, much more, and this MoU signifies that ADAC believes in us and the growing opportunities in the Seychelles. This approach as well will confirm to all our airline partners who have been flying to Seychelles, or who have recently announced their intention to fly to Seychelles, that something more is being done that will have the potential to positively complement their efforts. For our national carrier, Air Seychelles, this provides them with the opportunity to grow their product and range of services even further. Our discussion will focus on what can be delivered for Seychelles and what improvements can be further made so that our airport can be not only a step ahead, but leaps ahead of the competition for generations to come."

The Abu Dhabi Airports is a public joint-stock company wholly owned by the Abu Dhabi government. It was incorporated by Amiri Decree number 5, issued on March 4, 2006, to spearhead the development of the Emirate's aviation infrastructure. In September 2006, Abu Dhabi Airports assumed responsibility for the operation and management of Abu Dhabi and Al Ain International Airports. In 2008, Abu Dhabi Airports added Al Bateen Executive Airport (an exclusive business aviation airport), as well as Sir Bani Yas and Delma Island Airports to its portfolio. These airports are geared to serve the various segments of air travellers, the aviation marketplace, and will help contribute to Abu Dhabi's development as a destination for both business and leisure tourism.

Currently under way is the multi-billion dollar re-development and expansion of Abu Dhabi International Airport designed to increase the overall capacity of the airport to more than 45 million passengers per year. As part of this redevelopment, a second runway and a third terminal have been completed.

http://nation.sc/article.html?id=251400

Sécurité Maritime

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Un sommet sur la sécurité maritime à Lomé : Vers une charte contraignante ?

Le 11 octobre 2016.



Au centre des débats, des thèmes sur la lutte contre la piraterie maritime et les autres trafics, incluant la pêche illicite, le développement de l'économie bleue et la protection des écosystèmes marins, la sécurité et la sûreté maritimes, la gouvernance maritime et les échanges en matière judiciaire et de police qui seront débattus par des experts de renommée internationale. Une charte contraignante pourrait être «adoptée» selon le ministre togolais des Affaires étrangères.

Par Nazir Nazi

Le sommet extraordinaire de l'Union Africaine (Ua) sur la «sûreté et la sécurité maritimes et le développement en Afrique» s'est ouvert hier, lundi 10 octobre à Lomé. Plus de trois mille invités dont une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement y prennent part. L'objectif de la conférence est de permettre des échanges d'expériences entre les différents acteurs du monde maritime et de proposer des pistes de réflexion sur les actions à mener dans le cadre de la mise en œuvre de la «stratégie Aim 2050.»

Les Comores sont représentées à ce sommet par un expert comorien en droit maritime, Hassane Hamada, selon le secrétaire général du ministère comorien en charge du Transport, Mohamed Saïd Salim Dahalane. «Nous

sommes concernés par cette problématique dans la mesure où les menaces de pirateries sont présentes et l'insécurité maritime aux environs de Maore et Ndzuani ne sont pas négligeables.

Notre Etat est fragile et insulaire», a-t-il dit. Interrogé sur cette faible représentation, le secrétaire général a répondu que le ministère était en train d'organiser un sommet régional sur le sauvetage en mer. Les thèmes au centre des débats de cette conférence de Lomé sont, entre autres, la lutte contre la piraterie maritime et les autres trafics, incluant la pêche illicite, le développement de l'économie bleue et la protection des écosystèmes marins, la sécurité et la sûreté maritimes, la gouvernance maritime et les échanges en matière judiciaire et de police.

Ces thèmes seront débattus par des experts de renommée internationale. La charte qui sera adoptée, à en croire le ministre togolais des Affaires étrangères du Togo, sera un document contraignant susceptible de permettre d'éradiquer la piraterie, la pêche illégale et la pollution.

http://www.alwatwan.net/index.php/societe/13915-un-sommet-sur-la-securite-maritime-a-lome-vers-une-charte-contraignante

Développement durable

La Commission de l'océan Indien veut, à travers son projet Islands, étendre le programme «Eco-Schools» dans la région. Cependant, certaines écoles comme la RCA de Saint-Pierre, ont déjà pris de l'avance.

La COI présente le développement durable aux plus jeunes

Formaliser l'enseignement des principes écologiques. Voilà à quoi se résume le projet *Eco-Schools* de la Commission de l'océan Indien (COI).

Le 29 septembre dernier, une réunion s'est tenue à Zanzibar et avait pour but d'élargir le réseau d'*Eco-Schools* dans la région ouest de l'océan Indien. Ce projet, qui fait ses preuves à Maurice, aide les plus jeunes à appliquer le développement durable dans leur quotidien. Cependant, la COI veut dépasser le cadre du projet pilote et faire du développement durable une partie intégrante du système éducatif.

Cette rencontre a regroupé les comités nationaux *Eco-Schools* et les organisations non gouvernementales (ONG) de la région avec l'objectif d'élaborer un plan régional d'actions visant à intégrer le programme *Eco-Schools* dans les systèmes d'éducation et favoriser sa durabilité au niveau de chaque pays.

Quel est ce projet ? Ce projet est complémentaire au programme d'études qui est mis en place par le ministère de l'Éducation à Maurice. Il vise essentiellement à introduire le développement durable dans le système éducatif. «*Le plan permet aux élèves de prendre des décisions et des actions responsables pour l'intégrité environnementale*», explique l'assistante du responsable du programme dans l'océan Indien. Celui-ci est le Malgache Fatratra Andriamasinoro.

À Maurice, 28 écoles ont participé au projet pilote pour *Eco-Schools de l'océan Indien*, lancé chez nous en avril 2015 et ciblant les écoles publiques et privées des cycles primaire et secondaire.

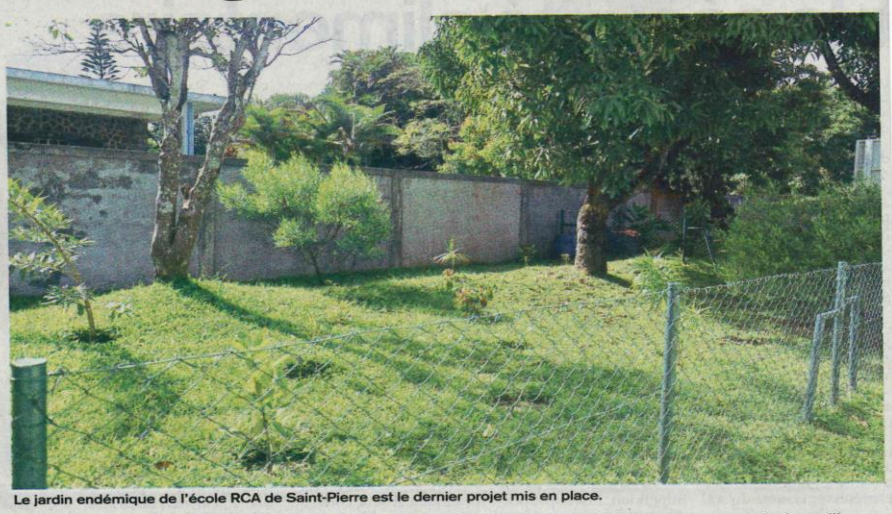
Eco-Schools fournit les outils aux écoles et aux communautés pour évaluer leurs propres défis et développer eux-mêmes des solutions. Les écoles sont invitées à réorienter leurs programmes existants autour des thèmes du développement durable tels que le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe, et à travailler conjointement avec les communautés locales. Le but est de développer des projets qui font appel aux compétences locales adaptées à des contextes spécifiques.

Les activités scolaires inscrites dans ce cadre comprennent des projets liés à la récupération des eaux de pluie, la lutte contre l'érosion, la production alimentaire, l'assainissement et la gestion des déchets, entre autres. 72 écoles de la région représentant plus de 25 000 élèves, sont impliquées dans la phase pilote du programme.

Eco-Schools démontre que de petits changements dans la gestion d'une école, peuvent aider à économiser une somme d'argent importante. Cette économie peut être effectuée à travers des projets de gestion d'énergie et d'eau. Éteindre le climatiseur, les lumières et les appareils électriques lorsqu'une salle est vide peut réduire les factures d'énergie et le taux d'émission de dioxyde de carbone.

RCA DE SAINT-PIERRE

Une école associant écologie à éducation



Le jardin endémique de l'école RCA de Saint-Pierre est le dernier projet mis en place.

Depuis 2013, elle ne cesse d'innover en matière d'écologie. C'est au cours de cette année-là que l'école primaire RCA de Saint-Pierre a adhéré au projet de la Commission de l'océan Indien (COI) et a commencé à adopter le projet d'*Eco-Schools*. Mis en place par le ministère de l'Éducation, il vise à intégrer le développement durable dans le système éducatif (*Voir texte ci-contre*).

Les premières activités de l'école dans le cadre de l'*Eco-Schools* ont débuté avec le tri de déchets dans la cour et dans les salles de classes. Ainsi, grâce à des sponsors, plusieurs poubelles ont été placées à divers endroits dans l'établissement pour séparer le papier des autres déchets. «*Une cinquantaine de poubelles ont été installées*», explique Rita Ragoo, enseignante et coordinatrice du projet. Les enseignants, avec l'aide d'organisations non gouvernementales, comme Mission Verte, ont aussi éduqué les élèves sur l'importance de séparer des ordures et sur la façon d'effectuer le tri.

En 2014, l'école s'est lancée un nouveau défi : le compostage de déchets. Les parrains ont, une fois de plus, aidé l'école en lui offrant des bacs de compostage, qui ont été placés dans la cour. Les élèves y déposent régulièrement leurs déchets organiques comme les pelures de fruits.

Durant la même année, un potager a été aménagé dans l'enceinte de l'établissement. Les élèves des Standards V et VI y pratiquent l'agriculture biologique. Et depuis, ils y cultivent des haricots, des betteraves, des «brèdes», des piments, de la coriandre, du romarin, de la menthe, entre autres. Les légumes et autres condiments récoltés sont distribués parmi les élèves et les enseignants. C'est le composte produit par les élèves qui est utilisé pour fertiliser le potager.

> «Nous voulons que les enfants apprennent à respecter leur entourage.»

De plus, le succès de ce coin vert a encouragé la direction de l'école à aménager un jardin de plantes médicinales. On y trouve des plantes comme le baume du Pérou, l'ayapana, la menthe, la citronnelle, entre autres.

L'école a également planté des arbres et des arbustes endémiques et abrite par exemple notre fleur nationale, le Trochetia ou encore le bois d'ébène. «*Il faut, maintenant, mettre des panneaux pour décrire les plantes et pour cela nous avons demandé de l'aide au service des bois et forêts du ministère de l'Agro-industrie*», fait valoir Rita Ragoo.

L'école RCA de Saint-Pierre a aussi un projet de recyclage de bouteilles en plastique pour en faire des pots. Autre activité dans le cadre de ce projet d'*Eco-Schools* : l'école est autosuffisante en matière d'électricité car elle produit sa propre énergie à l'aide de panneaux solaire installés en 2015. Le surplus est même vendu au *Central Electricity Board*.

Rita Ragoo indique que le prochain projet consistera à mettre sur pied un système de collecte d'eau de pluie pour arroser les jardins de l'école. «*Pour cela, il faudra travailler sur le dossier et faire appel aux sponsors*», souligne la coordinatrice du projet.

De son côté, Roselyne Ramsamy, la maitresse d'école de la RCA de Saint-Pierre, explique qu'elle a accepté d'adhérer au programme de la COI car elle souhaite enseigner aux enfants comment vivre en équilibre avec la Nature et l'environnement. «*Nous voulons que les enfants apprennent à respecter leur entourage et qu'ils développent une bonne hygiène de vie*», affirme-t-elle.

Fabrice JAULIM

Agriculture

LeDEFIMEDIAGROUP

Le ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, Mahen Seruttun : <Le Mode de production Agricole Doit Changer >

12 OCTOBRE 2016



La Journée mondiale de l'alimentation sera célébrée les 15 et 16 octobre au Domaine Les Pailles.

Dans ce contexte, le ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire a annoncé une série d'activités lors d'un point de presse à son bureau mardi après-midi 11 octobre.

Le mode de production agricole doit évoluer avec le changement climatique, a souligné Mahen Seeruttun, ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, car les planteurs éprouvent des difficultés dans leurs champs. « Outre la sécheresse, toutes sortes de maladies affectent les plantations du pays », a-t-il ajouté. Selon lui, il faut produire plus avec les moyens limités que possède le pays. Il a précisé que « les 15 et 16 octobre, plusieurs produits seront mis en vente à un prix promotionnel ».

Amendements à la Sugar Industry Efficiency Act

Un rapport avait été remis fin 2014 par le consultant Landell Mills sur les changements dans le secteur sucrier à l'échelle internationale, le marché européen libérant complètement l'accès à tous les producteurs de sucre en 2017. « Le ministère étudie le rapport et est en train de mettre en œuvre certains axes. Donc, il faut apporter des amendements à la Sugar Industry Efficiency Act.

Il y a eu des propositions qu'on a partagées avec les différentes parties prenantes au sein de l'industrie sucrière. J'ai rencontré les planteurs et les représentants des employés. Ils ont émis leurs propositions. On va s'assurer que l'industrie soit encore viable », a indiqué Mahen Seeruttun.

Une soixantaine de bœufs importés par avion chaque semaine

La Mauritius Meat Authority (MMA) va importer une soixantaine de bœufs chaque semaine. « On aura 12 bœufs dans un vol pour pallier le manque qu'il y a sur le marché actuellement et le prix pratiqué est de Rs 125 le demi-kilo.

Dans peu de temps, les choses vont retourner à la normale. Une bonne partie des animaux qui avaient été touchés par la fièvre aphteuse ont déjà reçu la deuxième dose de vaccin. Il y a un certain délai à respecter, c'est-à-dire à terme vers le 20 octobre. Le ministère a déjà déboursé Rs 30 millions en termes de compensation à 87 éleveurs. 1744 animaux ont été abattus et aucun animal n'a été abattu depuis un mois », a indiqué le ministre de l'Agro-industrie.

Une étude sur les Chauves-souris en cours

Le ministère mène une étude en ce moment afin de déterminer le nombre de chauves-souris dans le pays en ce moment, après la campagne d'abattage menée l'an dernier. « Après l'étude, une décision sera prise. Les producteurs de fruits auront aussi une assistance financière. Ils auront une subvention de 75 % pour l'achat de filet protecteur », a affirmé Mahen Seeruttun.

Madagascar, grenier de l'océan Indien

Le projet de la Commission de l'océan Indien de faire de Madagascar devenir le grenier de l'océan Indien tient la route. « La Grande île en matière de superficie des terres agricoles a un énorme potentiel. Il est important qu'on ait cet avantage. On espère que le projet se concrétisera le plus vite possible. Ce sera un rehaussement de la qualité de la vie des gens dans la région », a expliqué Mahen Seeruttun.

600 arpents additionnels sous culture de thé

Avec la croissance que le thé connaît en ce moment à l'échelle internationale, il est important de relancer le secteur, estime le ministre. « 600 arpents, qui étaient sous culture de canne à sucre, seront reconvertis pour la culture du thé. L'ancienne usine de thé à Dubreuil, qui avait cessé ses activités, rouvrira ses portes l'année prochaine. Outre la quantité, on doit aussi promouvoir la qualité », a souligné Mahen Seeruttun.

http://defimedia.info/mahen-seeruttun-le-mode-de-production-agricole-doit-changer

Pêche

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

RODRIGUES—Réouverture dans la liesse de la saison de pêche à l'ourite

Michelin Cabdor rafle le premier prix de la plus grosse pieuvre, pesant 6,5 kg, soit un Cash Prize de Rs 5 000
12 octobre, 2016 -



La réouverture de la saison de la pêche à l'ourite à Rodrigues, hier, s'est déroulée dans la liesse avec la cérémonie officielle à Rivière-Coco dans le sud-ouest de l'île. Nombreux étaient les piqueurs d'ourites qui ont repris le chemin de la mer après la fermeture de la saison depuis le mardi 10 août dernier. Cet événement, qui a été lancé par le commissaire à la Pêche, Richard Payendee, revêt un aspect particulier dans la vie du Rodriguais. La palme de la plus grosse pieuvre, pesant 6,5 kg, a été décrochée par Michelin Cabdor alors qu'une prise de 11 kilos a eu lieu à Pointe-Monier par un homme d'une trentaine d'années qui n'a pas pris part à la compétition.
Michelin Cabdor est un piqueur d'ourites des plus heureux en raflant un Cash Prize de Rs 5 000 pour ses prises. C'est avec émotion qu'il raconte ce retour vers la mer depuis hier matin. « Mo pe marse pe rode. Enn kou mo trouv de gro ourit, enn femel ek enn mal ti pe kroize, kan zot trouv mwa zot kamoufle e mal ourit la ki ti pli gro li sove li al dan enn trou. Mo finn resi pik femel ourit la e apre mo finn al rod mal la. Mo finn pran letan mo pik li e mo tir li dan sa trou kot li ti ete la. Kan li tinn sorti li finn kraze e lerla mo pa finn met li lor konkour. Li ti bokou pli gro ki femel la e ti kapav ena enn 20 liv ». La réouverture de la saison ne se résume pas à une simple affaire rodriguaise. Des délégations de Tanzanie et de Zanzibar doivent constater les retombées de cette mesure de conservation, mise à exécution depuis cinq ans déjà. Tout un chacun, du commissaire Payendee

aux piqueuses d'ourites, se félicite des résultats obtenus avec l'application de cette décision. Intervenant à la réouverture, le chef commissaire, Serge Clair, a tenu à féliciter les piqueurs d'ourites qui ont respecté cette fermeture. Il a déclaré que Rodrigues est un exemple dans la République de Maurice et dans la région. Il n'a pu s'empêcher de s'étonner et de montrer son plaisir devant les prises d'ourites de ce premier jour. « Vu le succès de ce programme, une délégation de huit personnes de la Tanzanie est attendue chez nous pour s'enrichir de notre expérience. Elle sera suivie par une délégation de Zanzibar. Un journaliste de télévision de RFI viendra également pour un reportage. Leur visite est financée par le programme SMART Fish. Ils viendront voir comment la fermeture et la réouverture se passent et nous allons les convaincre de la viabilité de notre action », affirme le commissaire de la Pêche. Richard Payendee s'est expliqué sur l'objectif d'une deuxième fermeture pendant tout le mois de février. « La fermeture d'août à octobre est une fermeture reproductive. Suite à un travail scientifique et statistique, nous avons constaté qu'après leur naissance quand les petites ourites entrent dans le lagon, elles sont pêchées par les pêcheurs et, donc, n'ont pas le temps de grossir. Cette fermeture en février permettra aux petites ourites de grossir », soutient-il. La présidente de la communauté villageoise de Rivière-Coco, Mme Larcher, va dans le même sens.

http://www.lemauricien.com/article/rodrigues-reouverture-la-liesse-la-saison-peche-l-ourite

Infos, Interviews, Photos & Videos de l'Ile Maurice
Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

Réouverture de la pêche à l'ourite à Rodrigues

Après deux mois de fermeture, la pêche à l'ourite reprend ses droits à Rodrigues, l'ouverture officielle a eu lieu le 11 octobre à Rivière Cocos.



Des ourites

Dans le cadre de cette journée, plusieurs activités sont à l'agenda. Le programme comprend un concours de la plus grosse ourite, une compétition de régates, une démonstration de kite surf, une chasse au trésor avec les pêcheurs, et une exposition de photos sur le travail alternatif des pêcheurs.

Lors d'une conférence de presse la semaine dernière à l'Administration Centrale à Port Mathurin, le Commissaire de la Pêche, M. Jean Richard Payendee a annoncé qu'une nouvelle période de fermeture de la pêche à l'ourite, est prévue, sur une base pilote, à partir du 1er février 2017.

La fermeture saisonnière de la pêche résulte en un apport économique considérable pour Rodrigues. Le renouvellement du stock a permis de générer environ Rs 20 millions en termes de gains pour les pêcheurs, 'banians' et grossistes. Après chaque fermeture, une production de 200 à 250 tonnes d'ourites est notée. Pendant la période de fermeture, les pêcheurs sont encouragés à s'engager dans un travail alternatif. Ainsi, depuis 2012, les autorités ont déboursé une somme de Rs 15 millions pour chaque fermeture en terme de dépenses liées au travail alternatif.

Selon M. Payendee, Rodrigues est aujourd'hui un exemple pour l'Afrique en ce qui concerne la fermeture de la pêche à l'ourite. 'Vu le succès de ce programme, une délégation de huit personnes de la Tanzanie est attendue chez nous pour s'enrichir de notre expérience. Elle sera suivie par une délégation du Zanzibar. Un journaliste de télévision de RFI viendra également pour un reportage. Leur visite est financée par le programme

SMART Fish. Ils viendront voir comment la fermeture et la réouverture se passent et nous allons les convaincre de la viabilité de notre action', a déclaré le Commissaire de la Pêche.

Le Commissaire Payendee s'est expliqué sur l'objectif d'une deuxième fermeture pendant tout le mois de février. 'La fermeture d'août à octobre est une fermeture reproductive. Suite à un travail scientifique et statistique, nous avons constaté qu'après leur naissance quand les petites ourites entrent dans le lagon, elles sont pêchées par les pêcheurs et, donc, n'ont pas le temps de grossir. Cette fermeture en février permettra aux petites ourites de grossir', a-t-il soutenu.

Le Commissaire de la Pêche a déploré le fait que cette année, la fermeture de la pêche à l'ourite a fait l'objet de cas de fraudes. Les présumés fraudeurs, dont deux pêcheurs qui faisaient le travail alternatif, ont vu leur contrat avec la Commission résilié avec effet immédiat.

http://www.maurice-info.mu/reouverture-de-peche-a-lourite-a-rodrigues.html

0
14/10/16

RÉOUVERTURE DE LA SAISON DE L'OURITE

Pêche : une meilleure réglementation souhaitée

Plonger pour capturer les ourites est une activité illégale. Mais après onze cas de braconnages relevés, syndicat de pêcheurs et autorités tirent la sonnette d'alarme.

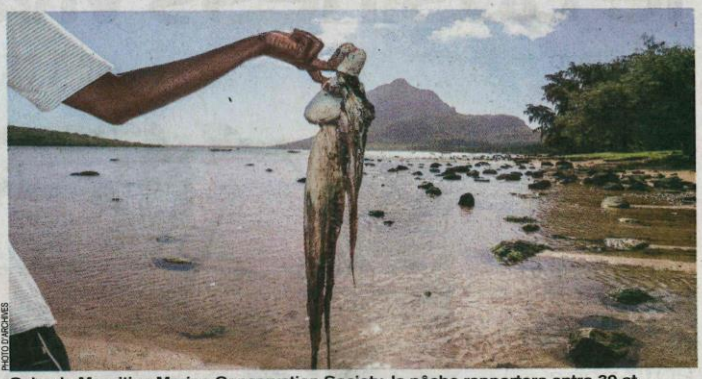


PHOTO D'ARCHIVES

Selon la Mauritius Marine Conservation Society, la pêche rapportera entre 30 et 40 tonnes d'ourites cette année, contre 200 tonnes en 1993.

APRÈS Rodrigues mardi, la pêche à l'*ourite* sera rouverte à Maurice le dimanche 16 octobre. La fermeture, qui a duré deux mois, aura permis aux pieuvres de Maurice de profiter pleinement d'une période optimale de reproduction. Organisations non-gouvernementales (ONG) et autorités se réjouissent de cette initiative qui permet aux poulpes non seulement de se repeupler mais aussi de grossir, assurant de meilleures prises.

Toutefois, selon Judex Rampaul, le président du syndicat des pêcheurs, le gouvernement doit mieux réglementer la pêche à l'*ourite*. Selon lui, la plupart des pêcheurs d'*ourite* à Maurice le font de façon illégale, en plongeant, car ce type de pêche n'est pas légal à Maurice depuis 1983. À Rodrigues, explique-t-il, «*les marées basses permettent aux pêcheurs de ramasser les* ourites *tandis qu'à Maurice les marées ne sont pas aussi basses pour une telle pratique.*»

Du côté des ONG, on affirme que ce programme a été un succès. Pour Shakti Tèker, *project officer* de la Mauritius Marine Conservation Society (MMCS), ce genre de programme permet de sensibiliser les gens, et les pêcheurs en particulier, sur la nécessité de respecter la période de reproduction des pieuvres. «*On estime que la pêche rapportera entre 30 et 40 tonnes d'*ourites *cette année. C'est bien, mais il ne faut pas oublier qu'en 1993, on en pêchait aux alentours de 200 tonnes. Nous devons aussi tout faire pour éviter les cas de braconnages*», avance-t-elle.

BRACONNAGES

Concernant justement ce dernier point, les autorités ont relevé 11 cas de braconnages, dont dix ont été verbalisés par les inspecteurs attachés au ministère de la Pêche. Du côté de ce ministère également, la satisfaction est de mise, après ces deux mois de fermeture. Pour le ministre Prem Koonjoo, cela représente une série de mesures qui visent à accroître l'économie océanique du pays.

Il faut savoir que cette initiative est à mettre au crédit du ministère de la Pêche, soutenue par le programme *Smart Fish* de la Commission de l'océan Indien qui à son tour est financée par l'Union européenne et le GEF *Small Grant Program* du Programme des Nations unies pour le développement. Il faut aussi noter que quatre ONG ont voulu soutenir ce programme pour sensibiliser les pêcheurs sur la reproduction des ourites. Ces ONG sont : Reefs Conservations, Eco-Mode Society, Eco-Sud/Lagon Bleu et la MMCS.

D. R.

CONCOURS DE LA PLUS GROSSE OURITE

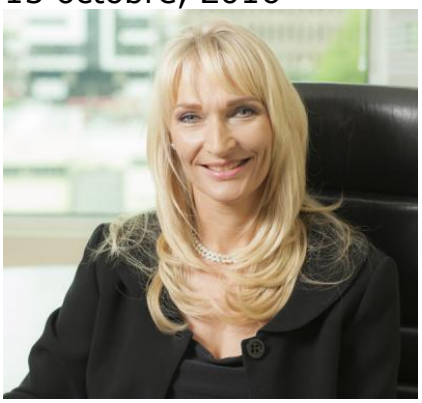
Pour cette réouverture, le ministère organise un concours de la plus grosse ourite, pour tous les pêcheurs de Maurice. Les prises seront enregistrées dans 12 sites de débarquements : Baie-du-Tombeau, Grand-Gaube, Poudre d'Or, Poste-la-Fayette, Grande-Rivière-Sud-Est, Poste-de-Flacq (Camp-des-pêcheurs), Bambous-Virieux, Mahébourg, Riambel, Baie-du-Cap, Case Noyale et La Preneuse.

Culture

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE : L'UE renouvelle son soutien financier à Île Courts

13 octobre, 2016 -



L'ambassadrice de l'Union européenne (UE) à Maurice, Marjaana Sall, a annoncé le renouvellement du soutien financier de l'UE au Festival Île Courts. C'était mardi dernier au MCiné, Trianon, lors de la cérémonie officielle d'ouverture du festival, qui prend fin le 15 octobre, avec la projection du premier long-métrage de la marraine du festival, Ruchika Oberoi, Island City. L'ambassadrice de l'UE à Maurice s'est longuement appesantie que le rôle de la culture comme moteur de développement social et économique durable. Marjaana Sall affirme que le projet Île Courts, de l'Association Porteurs d'Images, que l'UE soutient depuis trois ans à travers son programme ACP Cultures +, rejoint les deux volets d'actions de sa nouvelle stratégie, à savoir soutenir la culture en tant que moteur de développement social et économique et promouvoir le dialogue culturel et interculturel. Elle affirme que la culture peut jouer « un rôle important » pour un développement inclusif et durable, notamment en contribuant à la création d'emplois. En Europe, explique Marjaana Sall, les industries culturelles représentent le troisième employeur le plus important. Elle dit apprécier le travail effectué par Île Courts qui, outre la diffusion de films locaux et internationaux, « renforce les capacités des professionnels du cinéma de l'océan Indien à travers des ateliers de formation divers, favorisant ainsi le développement d'un réseau de professionnels dans le cadre d'un développement de coopération régionale ». Île Courts soutient aussi la production, la diffusion et la distribution de ces films dans les différents festivals à travers le monde. Marjaana Sall souligne qu'avec Île Courts, c'est aussi « un dialogue intracommunautaire qui est favorisé ». Elle poursuit : « Le dialogue interculturel permet de favoriser des échanges, des idées et d'explorer diverses manières d'envisager le monde ». Elle rappelle aussi que les films

diffusés dans plusieurs endroits du pays sont gratuits, et donc accessibles à tous. Cette initiative vise à encourager la rencontre, l'entente et le partage, donnant aux jeunes l'opportunité de s'enrichir et de partager leur vision du monde. L'ambassadrice de l'UE à Maurice a souhaité qu'Île Courts se poursuive et que d'autres projets culturels « favorisant le développement humain et économique voient le jour ». Elle affirme : « Reconnaissant le rôle important de la culture des pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, l'UE continuera à soutenir ce secteur avec une nouvelle enveloppe de 40 millions d'euros disponible jusqu'en 2020. » Le président du festival, Jon Rabaud, a observé qu'il y a un réel engouement pour le cinéma à Maurice au vu du succès que remporte le « Sinema Koltar ». Il s'est aussi longuement appesanti sur le nombre de participants aux divers ateliers que propose le festival. Pour lui, une industrie du cinéma ne saurait survivre sans une production locale qui permet, entre autres, de créer de l'emploi. Il faudra, dit-il, professionnaliser le secteur et créer une richesse culturelle indispensable à son émergence. Par ailleurs, la nouvelle directrice de l'Association Porteurs d'Images, Ophélie Belin, a aussi parlé du festival depuis ses débuts avant de présenter les films de la soirée. Ruchika Oberoi a quant à elle exprimé sa joie de parrainer le festival. Elle présentera son film ce samedi et animera également une Master Class.

http://www.lemauricien.com/article/festival-cinematographique-l-ue-renouvelle-son-soutien-financier-ile-courts

Environnement

Environnement : le capital naturel à comptabiliser

Par Les Nouvelles sur 13/10/2016

A l'initiative de la Commission de l'océan Indien et de l'Université d'Antananarivo, une trentaine de chercheurs et techniciens malgaches et comoriens suivent une formation régionale sur la comptabilisation du capital naturel à l'Université d'Antananarivo, depuis le 5 octobre jusqu'au 14 octobre prochain. Ce thème a été choisi dans le dessein de mieux intégrer l'environnement dans les stratégies de développement.

Cette approche se limite encore dans le domaine de la recherche, alors que l'urgence des défis exige des actions immédiates, indiquent les experts de l'environnement. En effet, les indicateurs de performance économique ne tiennent pas encore compte des avantages offerts par les écosystèmes. Cette situation expose la nature à une exploitation souvent abusive. Le capital naturel est consommé sans compter.

Après cette formation théorique, les participants auront à appliquer leur connaissance par des études de cas de montage de comptes écosystémiques.

http://www.newsmada.com/2016/10/13/environnement-le-capital-naturel-a-comptabiliser/